LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5616 - Lundi 4 avril 2022 – Prix : 10 DA

Présidence de la République

Grâce en faveur de 1 076 détenus

Page 16

«Femmes d'Afrique en action»

TV5 monde consacre un numéro à Saida Neghza

Page 16

Le cinéma algérien en deuil

Décès de la réalisatrice Yamina Chouikh

Page 7

Malgré les appels à la vigilance

Monoxyde de carbone : le ravageur silencieux

Page 3

Du temps, il n'en manque ni à Ghannouchi ni à Saïed

Par Mohamed Habili

Kaïs Saïed, le président tunisien, a mis huit mois pour se décider à dissoudre un Parlement qu'il avait déjà suspendu, une première fois, le 25 juillet 2021, pour un mois seulement, une deuxième pour une durée indéterminée. On peut donc dire qu'il lui a fallu sept mois pour faire d'une suspension temporaire une suspension définitive. Encore a-t-il eu besoin pour cela d'une sorte de rébellion de la part de plus de 120 députés qui à l'instigation d'Ennahdha, elle-même n'en comptant toutefois qu'un peu plus de 50, ont tenu une réunion virtuelle, à l'issue de laquelle ils ont à l'unanimité voté une résolution considérant comme nuls et non avenus les décrets présidentiels promulgués à partir du 25 juillet. A la suite de quoi, un certain nombre d'entre eux, dont Rached Ghannouchi, qui pourtant n'avait pas personnellement pris part à la réunion, ont été destinataires d'une citation à comparaître devant la justice pour le chef de "complot contre la sûreté de l'Etat", ce qui n'est jamais une mince affaire. Le leader d'Ennahdha a aussitôt fait savoir qu'il se rendrait à la convocation. Il l'a fait cependant sur un ton de défi, certain de n'avoir rien à craindre d'un pouvoir acculé à prendre des décisions absurdes qui ne peuvent qu'aggraver son cas.

Suite en page 3

Les contaminations au Covid en forte baisse

Virus : le ramadhan fait craindre une nouvelle vague

Ph/D. R.

Le nombre de contaminations au coronavirus est à son plus bas, avec pour la journée d'hier seulement... cas et ... décès à l'échelle nationale. La tendance baissière a été observée depuis plusieurs jours déjà, au grand soulagement des populations et du corps médical. Mais faut-il craindre une nouvelle recrudescence dans les tout prochains jours, à l'occasion du mois de ramadhan ?

Page 2

Cour de Boumerdès

Procès en appel de Abdelghani Hamel, de son fils et nombre de responsables

Page 16

Guerre en Ukraine

Selon Moscou, il est trop tôt pour envisager une rencontre Poutine-Zelensky

Page 2

Les contaminations au Covid en forte baisse

Virus : le ramadhan fait craindre une nouvelle vague

■ *Le nombre de contaminations au coronavirus est à son plus bas, avec pour la journée d'hier seulement 7 cas et aucun décès à l'échelle nationale. La tendance baissière a été observée depuis plusieurs jours déjà, au grand soulagement des populations et du corps médical. Mais faut-il craindre une nouvelle recrudescence dans les tout prochains jours, à l'occasion du mois de ramadhan ?*

Par Massi Salami

Avoir des appréhensions est pour le moins légitime dans la mesure où l'épidémie a certes baissé en intensité, mais n'a pas définitivement disparu. Et compte tenu de sa propagation rapide, tout relâchement risque de s'avérer préjudiciable. La preuve en est que le ministère de la Santé, dans son bilan quotidien des contaminations, ne manque jamais de mettre en garde. «*Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque*», est-il écrit dans le communiqué de vendredi, soit la veille du mois de ramadhan.

Vendredi soir, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans un message à la Nation à l'occasion de l'avènement de ce mois sacré, a adressé ses vœux aux citoyens, remerciant Allah pour l'amélioration de la situation pandémique, ce qui a permis «*l'ouverture totale des mosquées devant les fidèles pour accomplir la prière des Tarawih dans un climat de sérénité et de tranquillité*». Le Président a tenu, toutefois, à rappeler aux Algériens la «*nécessité de faire montre de vigilance et de prudence, et de respecter les mesures du protocole sanitaire dans tous les espaces publics*». C'est dire que du côté des hautes autorités du pays, l'on reste toujours sur ses gardes. L'intensification de la sensibilisation est on ne peut plus nécessaires, pour éviter un relâchement qui risque de durer 30 jours. Durant le mois de ramadhan, le comportement et les habitudes des Algériens changent de fond en comble. Aux visites familiales et la grande affluence sur les marchés et les commerces, s'ajoutent les longs rassemblements dans la soirée. Par exemple dans les mosquées où la distance entre fidèles n'est plus exigée, le risque se profile davantage, notamment durant les prières taraouih. Ce qui rend la transmission du virus facile voire inévitable. Mais ce qui fait que le risque de contamination soit plus sérieux est qu'en ce mois de jeûne toute la famille mange en même temps et généralement dans la même pièce, favorisant la transmission du virus des jeunes aux plus âgés. En Algérie, la circulation des personnes et des voitures connaît une importante baisse dans la journée, notamment dans les grandes villes. Mais, une fois l'Iftar rompu, les rues deviennent noires de monde. A partir de la

première semaine, la vie nocturne, quasi inexistante durant les autres mois de l'année, reprend ses droits. Avec l'apparition de l'épidémie de coronavirus, certains comportements et rassemblements, de par le passé ordinaires, deviennent sérieusement à risque. Et pour cause, les familles et les jeunes gens convergent généralement aux mêmes endroits pour faire des achats ou pour des moments de détente. La particularité de cette année, comparativement aux deux derniers ramadhans, est la forte baisse des contaminations. D'où la crainte de voir les gens fermer les yeux sur des gestes et des réflexes qui devraient demeurer obligatoires pour se prémunir du risque d'une nouvelle vague. **M. S.**

Bilan des dernières 24 heures

7 nouveaux contaminés et aucun décès

L'Algérie n'a enregistré aucun nouveau décès du coronavirus ces dernières 24 heures, ainsi le total des morts reste 6 874 cas, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une petite hausse, avec 7 cas, soit 2 cas de plus par rapport au bilan d'hier (5), pour atteindre, au total, 265 691 cas confirmés. R. N.

Guerre en Ukraine

Selon Moscou, il est trop tôt pour envisager une rencontre Poutine-Zelensky

Les négociateurs russes et ukrainiens n'ont pas encore rédigé de projet d'accord de paix qui permette d'envisager des réunions au sommet, notamment entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelenski, a déclaré, hier, le principal négociateur russe, alors que la guerre en Ukraine est entrée dans son 39e jour. Vladimir Medinski a précisé sur l'application Telegram que la position de Moscou sur le statut de la Crimée, annexée en 2014, et du Donbass, où le Kremlin a reconnu l'indépendance des républiques séparatistes de Donetsk et Louhansk, était inchangée et que les négociations avec Kiev reprendront aujourd'hui. Le négociateur en chef russe a fait l'éloge d'une position «*plus réaliste*» de Kiev, prêt, sous conditions, à accepter un statut neutre du pays réclamé par Moscou. «*La partie ukrainienne a adopté une approche plus réaliste des questions liées au statut neutre et dénucléarisé de l'Ukraine*», a écrit M. Medinski sur la messagerie Telegram, tout en précisant qu'un projet d'accord approprié n'était pas encore prêt à être soumis aux présidents des deux pays. Le négociateur en chef ukrainien, David Arakhamia, a affirmé samedi que Moscou avait accepté «*oralement*» toutes les positions ukrainiennes, «*sauf en ce qui concerne la question de la Crimée*». «*J'ai une objection à faire. En réalité* (...)*, tous ces accords obtenus à Istanbul ne sont rien d'autre que ce que la Russie réclame depuis 2014*», a réagi M. Medinski, précisant qu'il s'agissait notamment du statut neutre et dénucléarisé de l'Ukraine et du non-déploiement de bases militaires étrangères sur son territoire. Si David Arakhamia «*qualifie tout cela de position ukrainienne, laissons-le faire cela*», a ajouté Vladimir Medinski. Si M. Arakhamia a laissé entendre samedi que les discussions visant à mettre fin aux hostilités avaient considérablement avancé, M. Medinski a assuré ne «*pas partager cet optimisme*». «*Les experts diplomatiques et militaires ukrainiens ont beaucoup de retard pour confirmer même les accords déjà obtenus au niveau politique*», a-t-il affirmé. Moscou doit répondre à une série de propositions ukrainiennes en vue d'un accord. Kiev propose la neutralité de l'Ukraine et de renoncer à adhérer à l'Otan, à condition que sa sécurité soit garantie par d'autres pays face à la Russie. Elle propose aussi des négociations pour résoudre le statut du Donbass et de la Crimée. Ces propositions, qualifiées de premier progrès par M. Medinski en début de semaine, ont été faites lors de pourparlers en face-à-face à Istanbul. Les pourparlers entre la Russie et l'Ukraine ont repris par visioconférence vendredi, un nouveau round étant prévu pour aujourd'hui, selon M. Medinski.

Les USA accusés de financer des laboratoires d'armes biologiques autour de la Russie

Moscou dispose d'informations selon lesquelles une série de laboratoires ont été établis autour de la Russie, afin de développer des armes biologiques, a annoncé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

«*Dans le cadre d'un programme financé par le Pentagone, un réseau de laboratoires biologiques a été créé autour de la Russie et du Bélarus, travaillant non seulement sur des agents pathogènes, des microbes et des virus extrêmement dangereux, mais également sur des projets visant à concevoir de nouveaux types d'armes biologiques*», a-t-il déclaré dans un entretien avec la chaîne de télévision Belarus-24. «*Les Américains tentent de détourner l'attention de la question des laboratoires biologiques, mais les faits sont les faits. Ce dossier concerne la Russie ainsi que de nombreux autres pays*», a-t-il poursuivi.

Au cours de l'«opération militaire spéciale» menée par la Russie en Ukraine, les activités biologiques dangereuses des Etats-Unis sur le territoire ukrainien ont été révélées, selon Irina Yarovaya, vice-présidente de la Douma d'Etat, chambre basse du Parlement russe. Les députés russes ont formé une commission pour enquêter sur les laboratoires biologiques contrôlés par les Etats-Unis en Ukraine.

L'initiative de la Chine définit les priorités pour résoudre la question humanitaire

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, a évalué de manière positive l'initiative en six points proposée par la Chine sur la situation humanitaire en Ukraine, car elle a mis en évidence «*les principales priorités des acteurs humanitaires*».

Les positions du CICR et de la Chine présentent de «*nombreuses similitudes*», a confié M. Maurer, cité par l'agence Chine nouvelle, lors d'une récente interview à Moscou, après sa visite en Ukraine et en Russie.

L'initiative chinoise en six points préconise de veiller à ce que les opérations humanitaires respectent les principes de neutralité et d'impartialité, d'accorder toute l'attention nécessaire aux personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine, de garantir la protection des civils, d'assurer la sécurité et le bon déroulement des activités d'aide humanitaire, de garantir la sécurité des ressortissants étrangers en Ukraine et de soutenir le rôle de coordination des Nations unies dans l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi que le travail du coordonnateur des Nations unies pour la crise en Ukraine.

Meriem Benchaouia

Malgré les appels à la vigilance

Monoxyde de carbone : le ravageur silencieux

■ *Le monoxyde de carbone poursuit son ravage, et ce, malgré les appels à la vigilance et les campagnes de sensibilisation sur les risques liés à l'intoxication t à l'asphyxie au CO.*

Par Thinhinane Khouchi

Les services de la Protection civile recensent quotidiennement de nouvelles victimes. En effet, le tueur silencieux fait des ravages. Des drames ont lieu chaque année où des familles entières meurent asphyxiées par le monoxyde de carbone. Selon les récents communiqués des services de la Protection civile, «*quatre personnes ont perdu la vie par asphyxie au monoxyde de carbone et deux autres ont été sauvées, samedi* (20h45) *par les éléments de la Protection civile au niveau d'un appartement sis au deuxième étage d'un bâtiment dans la cité Zaaroura*», a-t-on appris du chargé de l'information à la direction de la Protection civile, le lieutenant Rabah Boukhari. Selon les informations préliminaires, une famille composée de six personnes s'est installée pendant deux jours dans ledit appartement après son arrivée de la ville de Béchar, jusqu'à ce que cet incident se produise, faisant quatre morts, à savoir la grand-mère âgée de 78 ans et ses trois petits-enfants âgés de 6, 15 et 17 ans, dont les corps sans vie ont été transportés à la morgue de l'hôpital Youcef-Damardji à Tiaret, a précisé le même responsable. Les deux autres personnes sauvées de la même famille, âgées de 28 et 45 ans, ont été placées sous surveillance médicale dans le même hôpital et leur état de santé est stable, a-t-on ajouté. Les services de police ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident. En outre, Un quadragénaire a trouvé la mort, asphyxié par le monoxyde de carbone, dans la commune d'Azil Abdelkader (wilaya de Batna), a indiqué, samedi, la cellule de communication de la Direction de la Protection civile. La victime a été trouvée morte à son domicile familial, dans la mechta Thaâleb relevant de cette commune reculée, à côté d'un réchaud traditionnel fonctionnant au gaz butane, a indiqué la même source. La dépouille de la victime a été évacuée par les agents de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital de Barika. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances de cet incident. A ce propos, la Protection civile rappelle aux citoyens les consignes de sécurité obligatoires à suivre «*rigoureusement*», permettant de préserver et protéger leurs vies. Il s'agit, entre autres, de penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation d'appareils de chauffage, d'aérer au moins 10 minutes par jour et n'obstruer jamais les entrées et les sorties d'air de votre logement, de ne pas se servir de tels appareils dans des pièces dépourvues d'aération, de ne pas utiliser comme moyens de chauffage Tabouna ou des appareils de cuisson et d'entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel. Les services de la Protection civile appellent les citoyens à être vigilants et prendre au sérieux les consignes pour éviter des accidents mortels.

T. K.

Santé

Élaboration d'un vaste programme d'action sectoriel

Le ministère de la Santé a indiqué dimanche qu'un "vaste programme d'action sectoriel" relatif aux recommandations issues de la Conférence sur le renouvellement du système de santé, tenue en janvier dernier, a été élaboré, dans le cadre des efforts du gouvernement visant l'amélioration de la situation des professionnels de la santé, en application des instructions et directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, annoncées au terme de cette rencontre.

Ce programme consiste en "la mise en place des commissions chargées de la révision des textes portant statuts particuliers des personnels relevant du secteur de la santé et la finalisation des procédures concernant le versement de la prime exceptionnelle Covid-19, ainsi que les procédures financières nécessaires de versement des tranches exigibles de cette prime exceptionnelle qui seront versées dans les délais impartis", précise le ministère dans un communiqué.

Le programme consiste également en "la coordination avec les différents ministères concernés, à travers la communication et la coopération afin de préparer les textes nécessaires relatifs aux mesures décidées par le président de la République au profit des personnels de la santé, relatives à l'assurance globale ainsi que l'octroi de la prime de capital décès aux ayants droit des personnels décédés dans l'exercice de leurs fonctions à l'occasion de la lutte anti-Covid".

A ce titre, le ministère de la Santé souligne qu'en matière de révision des statuts particuliers spécifiques au secteur de la santé, "sur les dixstatuts que compte le secteur, six sont déjà finalisés et sont en cours d'examen au niveau de la Direction générale de la Fonction publique".

"Pour les quatre statuts restants, deux sont élaborés et seront déposés sous huitaine, tandis que les deux derniers, font l'objet d'élaboration et d'ultimes vérifications", note le ministère, précisant qu'il s'agit "des statuts des praticiens médicaux spécialistes, praticiens médicaux généralistes, sages-femmes, anesthésistes, administrateurs des services de santé, praticiens inspecteurs et paramédicaux".

"Les projets de statuts des psychologues et les physiciens sont en cours d'élaboration dès réception des contributions des partenaires sociaux consultés concernés", précise la même source.

En matière de concrétisation des mesures décidées par le président de la

République au profit des usagers de la santé concernant le capital décès et de la couverture universelle dans le domaine de l'assurance maladie, "les mesures nécessaires ont été préparées et ont permis de préparer les textes envoyés aux autres départements ministériels: Finance, Travail et Sécurité sociale", ajoute le communiqué.

Le ministère de la Santé a réaffirmé sa "volonté constante" en vue du "dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux et l'écoute des préoccupations et des problèmes des travailleurs et des professionnels du secteur".

Il a tenu, en outre, à "rendre hommage à l'ensemble des professionnels qui n'ont pas ménagé, un seul jour, un effort pour lutter contre cette épidémie depuis son apparition", tout en soulignant la nécessité de "maintenir toutes les mesures préventives liées à cette épidémie pendant le mois sacré de ramadhan".

Maya H.

LA QUESTION DU JOUR

Du temps, il n'en manque ni à Ghannouchi ni à Saïed

Suite de la page une

Et si ce n'est pas au plan interne, du moins vis-à-vis de la seule opinion qui compte en définitive, celle des "grandes démocraties". De fait, la Maison-Blanche s'est tout de suite dite inquiète de la tournure prise par les événements en Tunisie. Cela fait des mois à vrai dire qu'elle est sur ce sentiment, sans l'avoir jusque-là transformé en quelques sanctions contre la Tunisie, ce qui aurait affaibli le président Saïed et du même coup renforcé ses adversaires. On connaît le calendrier de ce dernier, dont tout indique qu'il ne dévierait pas : un référendum sur une nouvelle Constitution en juillet prochain, et des législatives à la fin de l'année, pour clore ou couronner la transition. Cette dernière ne prendra donc fin que dans quasiment 9 mois. Voilà qui en principe laisse pas mal de temps à l'opposition pour se retourner, corriger ses faiblesses et reprendre l'initiative. Nul doute que c'est cela qu'elle ferait si elle en avait les moyens, s'il lui en restait des forces pour cela. Or le temps, justement, il ne lui en a pas manqué depuis le 25 juillet de l'année dernière. Elle n'en a rien fait, sinon apporter la preuve de son incapacité à faire reculer un président entretenant pour la Tunisie un dessein aux antipodes du sien. Ce qu'elle a échoué à faire pendant les 8 mois passés, il n'y aucune raison de penser qu'elle pourrait le réaliser dans les 9 mois qui restent avant que la partie en cours ne se termine. Dès à présent, le président Saïed pourrait lui porter le coup de grâce : prononcer la dissolution d'Ennahdha, le seul parti islamiste à visée hégémonique encore existant dans le monde arabe. Toutefois, il ne semble pas que ce soit sa méthode de prendre une décision avant terme, avant qu'elle ne s'impose d'elle-même, ou qu'elle devienne incontournable. Evidemment, il la prendrait sur-le-champ si la sûreté de l'Etat en dépendait. Mais pour cela il lui faut des preuves, qui semblent lui manquer pour le moment, autrement le vice-président d'Ennahdha, Nourredine Bhiri, n'aurait pas été libéré. Mais si le temps n'en manque pas à Ennahdha pour redresser la situation à son avantage, il n'en manque pas non plus à Saïed, qui lui aussi a neuf mois devant lui pour trouver une réponse à la menace qu'elle représente pour la Tunisie et dans toute la région.

M. H.

Premiers jours du ramadhan à Béjaïa

Bousculades dans les marchés et superettes

Le premier du jour de ce ramadhan ne diffère pas de celui des années précédentes. Les Béjaouis ont envahi, comme de coutume et partout ailleurs, les marchés et magasins.

Par H. Cherfa

Ils ont afflué vers les commerces afin de s'approvisionner en denrées alimentaires diverses : légumes, fruits, viande, poulet et autres produits alimentaires comme le lait, la semoule, la farine, le sucre les produits carnés, les fromages, la farine, le blé vert ou «frik», le vermicelle, le thon, la mayonnaise, les fruits confits, la vanille, la crème fraîche, etc. En gros, tout ce dont a besoin la ménagère. Bien que les produits agricoles frais ont flambé quelques jours avant le début du ramadhan, mais ils sont disponibles sur les étals et en quantité. En effet, la hausse varie d'un produit à un autre, oscillant entre 15 à 35 %. C'était le cas, hier, au marché hebdomadaire d'Akbou. Les légumes et fruits ont considérablement flambé . Les petits pois, la carotte, la courgette, l'artichaut, le concombre, la pomme de terre, la tomate, le fenouil, la betterave, la laitue, l'aubergine, les fèves, les haricots, ont connu une hausse de 20 à 40 DA. C'était le cas aussi au marché de Tazmalt jeudi dernier et à Aokas vendredi matin. Certains produits sont plus chers encore dans les magasins dédiés spécialement aux fruits et légumes. Le poulet était cédé à 390 DA vendredi, la viande bovine à 1 800DA et la viande ovine entre 1 450 et 1 600 DA. Il faut noter qu'une baisse des prix variant entre 20 et 50 % avait été observée les semaines précédentes sur les produits agricoles frais. La fièvre acheteuse serait, en partie, à l'origine de cette hausse des prix. En effet, les gens se bousculent entre les étals des marchés, dans les boucheries et autres supérettes, pour faire leurs courses en quantité. Pour parer à ces hausses vertigineuses, aux pratiques spéculatives des commerçants qui profitent de ces occasions pour faire du gain facile et en vue de protéger le consommateur, des marchés Errahma ou de solidarité ont été ouverts dans plusieurs lieux à travers la wilaya. Au moins quatre surfaces ont été ouvertes au niveau du chef-lieu, notamment au niveau de l'ancien Souk El-Fellah, au Jute, à Sidi-Ali Labher et au niveau de l'ancienne gare routière SNTV de Béjaïa. Selon le président de la Chambre de commerce Soummam de wilaya, Samir Mamas, «*l'ouverture de ces espaces commerciaux permettra d'assurer la disponibilité des denrées alimentaires au consommateur, de s'approvisionner en produits, notamment les légumes, à sa portée*». Pour M. Mamas, «*ces surfaces sont approvisionnées directement par les grossistes et les entreprises agroalimentaires dont les laiteries, les minoteries, les importateurs*». En effet, «la pomme de terre issue de l'actuelle récolte est cédée à 85 DA le kilogramme, la tomate qui avait atteint les 140 et 150 DA il y a deux semaines est cédée à 85 DA, le piment est fixé à 100 DA au lieu de 130 et 140 DA à l'extérieur, les artichauts à 50 et 70 DA au lieu de 130 DA ailleurs et les petits pois à 130 au lieu de 200 DA voire plus. Le président de l'APC de Béjaïa a invité les citoyens à s'approvisionner au niveau de ces marchés qui pour le moment ne drainent pas grand monde. Au moins 75 espaces commerciaux au total devraient être ouverts à travers la wilaya. Un programme régulier de contrôle est assuré par les agents de la Direction du commerce qui a mobilisé 95 brigades, dont 45 devraient surveiller le comportement des commerçants en ce qui concerne la qualité des produits, la lutte contre les pratiques spéculatives, la répression des fraudes, l'hygiène, etc.

H. C.

Profitez du service «Ramadanyate» de Ooredoo à 100 DA seulement tout au long du mois sacré

Célébrant aux côtés des algériens l'arrivée du mois sacré du ramadhan, Ooredoo accompagne ses clients pendant tout le mois sacré et lance «Ramadanyate», le service par excellence qui propose un contenu à la fois utile, informatif et divertissant. En effet, Ramadanyate est un service conçu pour fournir aux clients, via SMS, des informations nécessaires durant le mois de ramadhan, notamment les horaires d'El Iftar et El Imsek, et les heures de prières, et ce pour seulement 1 DA le SMS. Ce service accorde aussi au client la possibilité de sélectionner sa Wilaya et de choisir la langue qu'il préfère entre l'arabe et le français.

«Ramadanyate» offre également d'autres informations adaptées au mois sacré, notamment les astuces cuisine, boukalates, hikma & proverbe, conseils santé ainsi que d'autres informations utiles.

Pour profiter pleinement de ce service, il suffit au client de composer *5111# et choisir entre les deux formules disponibles :

Formule abonnement mensuel : Pour 100 DA seulement pendant tout le mois de ramadhan, le client recevra quotidiennement un contenu riche et diversifié.

Formule à la demande : le client recevra un sms conformément à son choix, avec un tarif de 20 DA/SMS à l'exception des horaires d'El Iftar et d'El Imsek qui sont fixés à 1 DA seulement.

Par ce service simple d'utilisation et accessible à tout moment, Ooredoo accompagne ses clients durant tout le mois sacré du ramadhan.

Communiqué

Mostaganem

La dynamique industrielle de la wilaya saluée par le ministre

Lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée le mardi 29 mars 2022, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a eu l'occasion de s'enquérir de la situation des investissements industriels existants à travers la wilaya. Venu à Mostaganem accompagné d'une forte délégation, le membre du gouvernement a pu apprécier la dynamique de l'économie locale poussée par des investissements de qualité, des investissements innovants conformes à l'orientation des pouvoirs centraux. Au début de sa prise de fonction à la tête de la wilaya, le wali Aissa Boulahya s'est doté d'une approche stratégique de développement. Suite à un diagnostic assez pointu, il a fait le choix de s'attaquer aux projets souffrants de retards. Il a mis l'accent sur la complexe situation des dits projets, tels que l'hôpital des 240 lits, le tramway, la centrale électrique, le projet de l'Oued Ain Sefra. Pour la dynamique d'un développement cohérent et durable, il a engagé les grands moyens. Soucieux de l'équilibre entre les communes, il s'est tourné vers les zones d'ombre, apportant à leurs populations du réconfort, améliorant ainsi leur cadre de vie. Sa stratégie s'est centrée sur le grand intérêt qu'il a toujours porté par un soutien constant aux investissements. Le chef de l'exécutif a surtout valorisé les secteurs de développement, tels l'agriculture, le tourisme, l'industrie et les services, afin d'apporter à la région un équilibre. Conscients des enjeux socio-économiques préconisés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a d'abord crée des commissions afin d'impulser le climat des affaires à Mostaganem. La Commission de suivi des investissements, la Commission des exportations, la Commission de lutte contre la spéculation, ont toujours été des instruments de soutien inéluctables à la promotion de l'emploi, la création de richesse et au développement de l'économie. Une contribution avérée qui a permis la relance des investissements avec le dégel de 68 projets générant ainsi 3 000 emplois. Le renouvellement progressif, plutôt le rajeunissement des membres de l'exécutif, renvoie Mostaganem à un standing appréciable.Ahmed Zeghdar, présent sur le site du GISB Electric, a affiché son satisfecit et son assentiment pour un exemple d'investissement très porteur dans la filière électrique qui est, bien entendu, dans le sens de la stratégie de son département.

Lotfi Abdelmadjid

Sûreté d'Alger

Des mesures sécuritaires spéciales à l'occasion du ramadhan

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont pris des mesures spéciales à l'occasion de l'avènement du mois sacré du ramadhan, en vue de sécuriser les citoyens et leurs biens, notamment après l'allègement du protocole sanitaire relatif au coronavirus (Covid-19), a indiqué, hier, un communiqué de ce corps de sécurité.

Les formations sécuritaires mobilisées veilleront à garantir la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de compétence, notamment au niveau des marchés, des mosquées, des lieux et places publiques, des lieux de loisirs et des gares routières de transport des voyageurs, ferroviaires et de tramway, qui enregistrent une forte affluence en cette période.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger assureront également la sécurité des différentes manifestations culturelles, artistiques et sportives, qui seront organisée dans son territoire de compétence. Les mêmes unités veilleront à assurer la fluidité routière dans les différents quartiers et boulevards, en plus de la sécurisation des axes principaux des routes notamment durant les heures de pointe, ajoute la même source. Appuyées par d'autres formations, des brigades de police urbaine et de protection de l'environnement œuvreront à assainir la périphérie des marchés et des espaces publics des marchands illégaux tout en intensifiant les patrouilles pour lutter contre les parkings anarchiques et sanctionner les contraventions sanitaires et écologiques. D'autres brigades s'occuperont des questions liées aux atteintes aux personnes et aux biens, conclut le communiqué.

R. N.

Pêche/En 2021

La production de la sardine a augmenté à près de 30 000 tonnes

■ *La production de la sardine a augmenté en 2021 à environ 30 000 tonnes, d'où la baisse (toute relative) de ses prix au cours de cette année, selon les données avancées par le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.*

Par Salem K.

Selon les chiffres du ministère, la production de la sardine durant l'année précédente s'est élevée à 29 925 tonnes, soit une augmentation de 60 % par rapport à 2020, qui avait enregistré une production de 18 441 tonnes, et de 20 % par rapport à 2019 (24 858 tonnes). La production en mai dernier a atteint 3 387 tonnes, avant de grimper à 4 147 tonnes en juin et 3 591 tonnes en juillet. Le plus grand chiffre a été réalisé en mois d'août avec 7 249 tonnes, avant qu'il ne recule à 6 668 tonnes en septembre et à 2 754 tonnes en octobre. Le pic de production enregistré en août 2021 représente une augmentation de 127 % par rapport à 2020 et de 96 % par rapport au pic enregistré en 2019. La production de la sardine a oscillé entre 143 tonnes et 423 tonnes (janvier-avril), alors qu'elle a atteint 396 tonnes en novembre et 550 tonnes en décembre. Le volume de la production a impacté les prix dont la moyenne était, en mai dernier, de 432 DA, avant d'augmenter en juin à 434 DA pour reculer à 416 DA en août. La moyenne mensuelle la plus basse a été enregistrée au mois de septembre avec 376 DA. Ainsi, les prix moyens des six mois hors période de repos biologique se sont élevés à 413 DA, soit 14 % de moins par rapport à la même période en 2020 et 8 % par rapport à la même période en 2019, selon les données du ministère. Par ailleurs, le ministère a souligné qu'il n'était pas possible d'élever des sardines, étant donné que tous les pays ayant fait des progrès dans ce domaine n'ont pas pu développer des techniques modernes et peu coûteuses pour assurer les conditions biologiques propices.

La situation des ports de pêche examinée

Le ministre des Transports, Abdallah Moundji et le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, ont coprésidé, samedi à Alger, une réunion technique consacrée à l'examen de la situation des ports de pêche, leur mode de gestion et perspectives de développement, indique un communiqué du ministère des Transports. La réunion technique entre les deux ministres, tenue en présence de cadres des deux ministères, intervient «*en application des orientations du gouvernement visant à promouvoir et à développer l'activité de la pêche et à organiser cette filière*», ajoute le communiqué. «*Cette rencontre technique a été consacrée à l'examen de la situation des ports de pêche, à leur mode de gestion et perspectives de développement, l'objectif étant de mieux répondre aux exigences des professionnels et aspirations des opérateurs économiques, en prévision de la réalisation des objectifs des autorités publiques consistant à valoriser les ports de pêche, à augmenter la production halieutique du pays et à contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire*». A cet effet, M. Moundji a affirmé la disponibilité du secteur à travailler, dans le cadre d'un plan et d'une stratégie commune avec le secteur de la Pêche, pour l'élaboration d'une feuille de route unifiée, en association avec tous les acteurs, en l'occurrence l'administration, les institutions publiques, les opérateurs économiques et professionnels et les partenaires sociaux. Ladite feuille de route tient compte de tous les aspects juridiques et organisationnels encadrant l'ensemble des activités portuaires dans le but d'améliorer les conditions de travail, conclut le document.

S. K.

Entreprises en difficulté

62 dossiers supplémentaires pour le remboursement des dettes validés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) a validé 62 dossiers supplémentaires pour le remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué un communiqué du ministère délégué chargé de la Micro-entreprise qui a assuré de la poursuite de l'opération jusqu'à l'examen de toutes les demandes. «*En application de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif Anade et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, la 6e séance de travail* (de 2022) *a été tenue au siège de l'Anade par la commission de garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'Anade et chargée de l'examen de ces dossiers*», a précisé la même source. Lors de cette séance, il a été procédé à l'examen de «*538 dossiers présentés par les représentants des banques de la wilaya de Mila, débouchant sur la validation de 62 dossiers pour le remboursement de plus de 104 millions de dinars*». La séance a été marquée par le report, pour réexamen, du traitement de 431 dossiers relatifs à des micro-entreprises en activité qui seront accompagnées par l'Anade à travers le rééchelonnement de leurs dettes, à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités dans le cadre des conventions signées avec différents secteurs, selon le communiqué. La même source a également fait état de la régularisation de 5 dossiers, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et du rejet de quarante dossiers ne remplissant pas les conditions requises.

R. E.

Béchar/Challenge national

La start-up «Ready for invest-Green AL» de Tamanrasset remporte le premier prix

La start-up «Ready for invest- Green AL» de Tamanrasset a remporté le premier prix du challenge national «The Algeria-Climate-Change-Challenge A3C» des projets innovants des jeunes entrepreneurs dédiés cette année aux axes relatifs à l'innovation en matière d'énergie verte, l'amélioration de la consommation d'énergie et la biodiversité et recyclage des déchets, a-t-on appris, samedi à Béchar, de la représentante locale de l'incubateur Tek 2 hub-Brenco. «Ready for invest-Green AL» a remporté le premier prix de ce challenge pour sa solution innovante de production de Biogaz basée sur des kits à partir de déchets ménagers, a précisée Roua Adel. Les start-up «Best Tech My Umbrella» et «Best Pitch : S-ARGY», basées à Batna et Alger, ont remporté les deuxième et troisième places respectivement pour leur innovation en matière de collecte des eaux pluviales à travers un système de parapluie pour leur éventuelle utilisation dans plusieurs domaines, dont celui de l'irrigation agricole, et une solution qui génère mécaniquement de l'énergie propre pour charger tout type de batteries facilement, a-t-elle détaillé. La start-up «Transtar», basée à Ghardaïa a, pour sa part, remporté le prix du jury de ce challenge pour sa solution innovante, à savoir une application informatique de mise en relation entre transporteurs et les entreprises désirant envoyer des marchandises. Ce challenge national qui s'est déroulé jeudi et vendredi à Taghit, dans la wilaya de Béchar, a été marqué par la participation, à sa phase concours, de 300 projets innovants de jeunes entrepreneurs des différentes régions du pays, dont 16 projets ont été sélectionnés pour les demi-finales et huit autres qualifiés pour la finale, a ajouté Mlle Roua Adel. Ce challenge placé sous le haut patronage du ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, et le ministère de l'Environnement, ainsi que de le Crédit populaire d'Algérie (CPA), s'assigne comme objectif de contribuer à la résolution des problèmes induits par le changement climatique, afin de détecter les talents et les acteurs du changement. Il s'articule autour de quatre axes, à savoir énergie verte, amélioration de la consommation d'énergie, biodiversité et recyclage, a-t-elle ajouté. L'incubateur TEK2 Hub Brenco, principale organisateur de ce challenge national, a été fondé par Karim Brouri, dont le siège est à Alger, avec des représentations à Sidi Bel-Abbès et Béchar. Il propose des programmes d'incubation et d'accompagnement dédiés aux jeunes porteurs de projet en Algérie et notamment dans le Sud algérien. Parmi ces programmes, l'organisation, annuellement, de challenges nationaux, à savoir «Algeria climate change challenge A3C» dédié au thème du changement climatique, le «Savefood challenge» qui concerne la sécurité alimentaire et le «B-Tech boost bootcamp» consacré aux innovations dans les technologies.

Farid L.

Tlemcen

Raccordement de 250 exploitations agricoles à l'électricité fin mars dernier

■ *Pas moins de 253 exploitations agricoles de la wilaya de Tlemcen ont bénéficié récemment d'une opération de raccordement au réseau de l'énergie électrique, a-t-on appris d'un communiqué de la Société de distribution de l'électricité et du gaz à Tlemcen.*

Par Samy Y.

La même source a précisé qu'en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et pour matérialiser les programmes tracés par le ministère de l'Agriculture, et du Développement rural pour le raccordement des exploitations agricoles à l'électricité, «*ces exploitations agricoles, dont l'étude de dossiers de leurs propriétaires a été achevée, ont été raccordées entre le 15 et le 21 mars dernier*». Cette opération a été dotée d'une enveloppe financière de «*plus de 248 millions DA pour la réalisation de 75 kilomètres du réseau de moyenne tension et de 108 km du réseau de baisse tension*», a-t-on fait savoir. Sur le même chapitre, «*100 transformateurs électriques ont été installés pour raccorder ces exploitations agricoles à l'énergie électrique à travers 19 daïras, à l'instar de Bab El Assa, Beni Boussaïd, Ghazaouet, Ouled Mimoun, Sebdou, Maghnia*», selon la même source. L'opération de raccordement de ces exploitations agricoles se poursuit, par étapes, de concert avec la Direction des services agricoles, après introduction des demandes des agriculteurs et ce, pour permettre aux services de la Sonelgaz d'effectuer des sorties sur le terrain pour pouvoir établir les devis. A rappeler que l'électrification rurale est destinée aux agriculteurs qui expriment leur intérêt pour le forage de puits et l'élevage de vaches laitières et de poules pondeuses.

Cette opération contribue à «*fixer* (stabiliser) *les agriculteurs sur leurs terres, leur permettre aussi de concrétiser des projets d'extension des terres agricoles irriguées, de diversifier les produits agricoles, d'augmenter la production de lait et des œufs et de créer des emplois, notamment au niveau des zones agricoles frontalières*», a-t-on souligné.

S. Y.

Djelfa

Réouverture des espaces commerciaux au profit des citoyens

Une affluence importante a été constatée en ce premier jour du mois sacré du ramadhan au niveau des marchés de proximité de la wilaya de Djelfa, ayant fait l'objet d'une décision de réouverture visant une exploitation idoine des espaces commerciaux, a-t-on appris auprès du directeur local du commerce, Noureddine Karmia. Parmi les espaces commerciaux concernés par la décision de réouverture, saluée par les citoyens, le marché couvert de la cité «Belghazal» du chef-lieu de wilaya, fermé depuis des années. En effet, ce marché, situé dans le plus grand quartier de la ville, a été rouvert par le wali, Ammar Ali Bensaâd, à l'occasion du mois sacré du ramadhan. «*La wilaya a enregistré l'ouverture de 12 marchés de la Rahma*», a indiqué M. Karmia, soulignant «*l'engagement pris par les commerçants au niveau de ces espaces de faire prévaloir la concurrence loyale et l'adoption des prix raisonnables pour les produits de large consommation*». Le responsable du commerce de la wilaya a signalé l'engagement pris par les présidents des Assemblées populaires de nombreuses communes de veiller à laisser ouverts les marchés après le mois de ramadhan pour faire bénéficier les commerçants, d'une part, et permettre aux citoyens d'acquérir leurs besoins à moindre prix, d'autre part. Par ailleurs, M. Karmia a fait cas de la mobilisation de 58 brigades de contrôle, englobant plus de 100 agents, pour l'inspection des marchés et des locaux commerciaux. Ces brigades ont pour mission d'intensifier les sorties d'inspection, matin et soir, pour garantir la qualité des produits et réprimer toute fraude, parallèlement à l'organisation du marché par le contrôle des pratiques commerciales et la lutte contre la spéculation. Le directeur du commerce de Djelfa a affirmé la «*disponibilité des produits de large consommation dans tous les marchés et commerces de la wilaya*».

L. Y.

Annaba

Installation d'une cellule de suivi des opérations de nettoiement de l'environnement

Une cellule chargée de suivre les opérations de nettoiement de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie de la population de la ville d'Annaba a été installée, coïncidant avec le mois de ramadhan, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

Cette cellule, installée au cabinet du wali et composée des représentants des partenaires concernés par l'hygiène de l'environnement, est chargée de suivre les actions dans ce domaine et d'évaluer la concrétisation sur le terrain du plan de travail élaboré, après le renforcement du parc des engins de collecte des déchets de la commune d'Annaba avec 10 nouveaux camions-tasseurs, a précisé le même communiqué. Le plan d'action élaboré pour améliorer la collecte des déchets et améliorer les conditions de vie de la population de la ville d'Annaba et supervisé par le wali, Djamel Eddine Brimi, est basé sur la répartition des engins de collecte des ordures à travers les cinq secteurs urbains de la commune d'Annaba, la désignation du parcours, le nombre et les heures de passage des camions, en plus de l'intensification des interventions au niveau des «points noirs» à travers les quartiers, a-t-on détaillé.

La mise en œuvre du plan de travail relatif à la collecte des déchets pendant le mois de ramadhan à Annaba a été précédée par l'organisation d'une vaste campagne de ramassage des déchets vendredi, à travers la ville, avec la participation de plusieurs secteurs, et au cours de laquelle 106 camions ont été mobilisés pour enlever les déchets et mettre un terme à l'accumulation des ordures qui ternit l'image de la ville. Pour rappel, 20 nouveaux camions-tasseurs réservés aux ordures ménagères ont été récemment acquis par la wilaya d'Annaba pour répondre à la problématique de la gestion des déchets domestiques.

La commune d'Annaba a bénéficié de 10 camions-tasseurs, tandis que le reste a été réparti sur les communes d'El Bouni, Sidi Ammar, El Hadjar, Berrahal, Chetaibi, Ain El Berda et Oued El Aneb, a-t-on noté.

Lyes B.

Mostaganem

Plus de 1,2 million de quintaux d'agrumes produits cette saison

La production de divers types d'agrumes à Mostaganem a dépassé, durant la campagne agricole en cours, 1,2 million de quintaux, selon le bilan provisoire établi par de la direction locale des services agricoles. La campagne de récolte, lancée en novembre dernier et en voie de prendre fin, a touché jusqu'ici quelque 4 400 hectares, permettant une production abondante de 1 285 000 quintaux de divers types d'agrumes, soit l'équivalent de 92 % des prévisions. Au cours de cette campagne, 1 million de quintaux d'oranges de divers types ont été produits, notamment la «Washington naval» (455 000 qx), la «Thomson naval» (355 000 qx), la Clémentine (1 87 000 qx) et 61 000 qx de citron, ajoute la même source. Au début de la campagne de récolte, les services agricoles avaient prévu une production dépassant 1 476 000 quintaux, avec un rendement de l'ordre de 311 qx par hectare. L'abondance de la production au cours de cette saison a contribué à une baisse significative des prix par rapport aux années précédentes. Certains types d'oranges ont été vendus sur les marchés locaux et régionaux entre 100 et 150 DA le kilogramme. La culture des agrumes a enregistré dans la wilaya de Mostaganem une stabilité de production ces dernières années grâce à la maîtrise des techniques, à l'appui de l'Etat aux producteurs, aux opérations de vulgarisation agricole et au suivi périodique par la station régionale de protection des végétaux, ajoute la même source. A Mostaganem, plusieurs variétés d'agrumes sont produites comme la «Thomson naval», la «Washington naval», la «Sanguine» et de petits fruits comme la clémentine, la mandarine et le citron. Lors de la campagne agricole écoulée, quelque 1 426 000 quintaux ont été produits, classant la wilaya à la troisième position à l'échelle nationale.

Kamel L.

Le cinéma algérien en deuil

Décès de la réalisatrice Yamina Chouikh

■ *Le monde du cinéma en Algérie est en deuil depuis l'annonce, hier matin, du décès de la réalisatrice Yamina Bachir Chouikh à l'âge de 68 ans des suites d'une longue maladie, a annoncé l'Association Adwaa et des membres de sa famille. «Yamina Bachir Chouikh, la plus merveilleuse des étoiles, s'en est allée au réveil. Allah yerahmak la plus extraordinaire des mamans». C'est avec ces mots que sa fille Karima a annoncé la nouvelle sur les réseaux sociaux.*

Par Abla Selles

La défunte Yamina Bachir Chouikh a été inhumée hier au cimetière d'El Alia, en présence d'un grand nombre d'artistes, collègues et membres de sa famille.

Sur les réseaux sociaux, de nombreuses lettres de condoléances adressées à la famille de la défunte ainsi qu'à la famille cinématographique sont partagées depuis l'annonce de la nouvelle. Des passionnés de cinéma, des artistes et journalistes sont tous attristés par la nouvelle. Le Centre algérien de développement du cinéma a écrit sur sa page Facebook : «*La réalisatrice et cinéaste Yamina Bachir Chouikh est décédée. Devant cette grande perte, le Centre algérien pour le développement du Ccnéma présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et à la famille cinématographique, espérant que le Seigneur la bénisse en paix, à Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons*».

L'actrice Atika Toubal a écrit quant à elle : «*Triste aujourd'hui, notre amie et copine s'en est allée, une grande réalisatrice du cinéma algérien, Madame Yamina Bachir Chouikh. C'est une perte pour l'Algérie. Rabi yerhamha inchallah*».

Le journaliste Amine Idjer temoigne que la défunte était «*toujours présente dans les différents évènements cinématographiques en Algérie. Toujours à donner un conseil surtout aux jeunes qui débutaient dans le domaine... Passionnée, tu as consacré toute ta vie au cinéma. Combattante, tu l'as été sur tous les fronts*».

La journaliste Nabila Bouacha a écrit : «*C'est avec une grande tristesse que j'ai appris ce matin la disparition d'une grande dame du cinéma, madame Yamina Bachir Chouikh, Allah yarhamha. Toutes mes condoléances à son époux, monsieur Mohamed Chouikh, à ses enfants et toute la famille artistique*».

Née le 20 mars 1954 à Alger, la défunte a fait ses premiers pas dans le monde du 7e art au Centre national du cinéma algérien (1973) où elle s'est spécialisée dans le montage.

Epouse du grand cinéaste Mohamed Chouikh et mère de la jeune réalisatrice Yasmine Chouikh, la regrettée qui maîtrisait plusieurs métiers du cinéma, notamment le montage (elle était chef-monteuse à l'ONCIC), a participé à plusieurs œuvres telles que «*Omar Gatlato*» (1976) de Merzak Alouache et «*Le vent du Sud*» de Mohamed Lakhdar Hamina (1982).

Elle a assuré le montage de nombreux films, dont ceux de son époux à l'instar de «*La citadelle*» (1989), «*Youcef ou la légende du septième dormant*» (1993), «*L'arche du désert*» (1997) et «*Douar de femmes*» (2005).

Après cinq années de travail, la défunte a lancé son premier long métrage, en l'occurrence «*Rachida*» (2002) qui traite de la décennie noire en Algérie. Le film a été primé et nominé à plusieurs festival, dont Cannes à l'édition de 2002.

A. S.

Constantine

Des ouvrages au profit des enfants des zones d'ombre

Pas moins de 6 387ouvrages ont été mis à la disposition de la bibliothèque mobile qui vient de lancer ses activités éducatives et de loisirs à Constantine, dans le cadre de la promotion de la lecture au profit des enfants des zones d'ombre en particulier, a-t-on appris, hier, auprès de la bibliothèque principale de lecture publique «Mustapha-Nettour», initiatrice de l'opération. Il s'agit de livres scientifiques, culturels, éducatifs et de divertissement, sélectionnés en vue de permettre à un grand nombre d'amateurs de lecture d'élargir leurs connaissances à l'occasion des vacances scolaires de printemps, a déclaré à l'APS la directrice de la bibliothèque principale de lecture publique «Mustapha-Nettour», Ouafia Derouaz. Coïncidant aussi avec l'organisation du Salon international du livre d'Alger (Sila), l'initiative dont le coup d'envoi a été donné la fin de la dernière semaine depuis la commune d'Ibn Ziad (nord-ouest de Constantine), vise à susciter le goût de la lecture dans différents domaines et disciplines scientifiques chez les jeunes, notamment ceux des zones rurales éloignées qui ne disposent pas de structures culturelles, a affirmé Mme Derouaz.

Cet événement culturel et artistique a été organisé en étroite collaboration avec les Assemblées populaires communales (APC), a-t-elle ajouté.

La programmation de cette manifestation a pour objectif de revaloriser le livre et développer la personnalité des enfants, a indiqué de son côté à l'APS Djamel Souissi, ancien enseignant de français dans le cycle moyen, qui a souligné la nécessité d'inculquer aux jeunes la culture de la lecture, les visites des bibliothèques et la documentation. Faisant remarquer que l'initiative demeure également une opportunité pour les scolarisés de consulter les manuels pédagogiques en prévision de leurs examens, sans oublier la découverte et la lecture de romans et de contes, en arabe, en français et en anglais, la même source a souhaité que cette opération soit permanente et régulière, dans le but de toucher la majorité des communes de la wilaya, à l'instar des zones rurales enclavées et reculées.

Il est à signaler que des activités ludiques permettant d'élargir les centres d'intérêt des enfants, des ateliers de dessin et de créativité artistique, des compétitions culturelles et scientifiques, des pièces théâtrales et des spectacles de clown présentés par des troupes locales, figurent en outre dans le programme devant se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine en cours.

L. B.

Après sa gifle

Will Smith démissionne de l'Académie des Oscars

Will Smith a décidé de démissionner de l'Académie des Oscars après la gifle qu'il a assénée à l'humoriste Chris Rock en pleine cérémonie de remise des prix, a-t-il annoncé dans un communiqué. «*Mes actions lors de la cérémonie des 94e Oscars ont été choquantes, douloureuses et inexcusables*», écrit Will Smith dans ce texte cité par différents médias spécialisés à Hollywood. «*La liste de ceux que j'ai blessés est longue et comprend Chris, sa famille, nombre de mes amis chers et de mes proches, tous ceux qui étaient dans le public ou chez eux*», poursuit l'acteur de 53 ans. «*Je démissionne de mon poste de membre de l'Académie des arts et sciences du cinéma et j'accepterai toutes les conséquences que le conseil d'administration estimera appropriées*», assure-t-il. C'est une plaisanterie de Chris Rock sur les cheveux ras de Jada Pinkett Smith, épouse de Will Smith atteinte d'une maladie provoquant une importante chute de cheveux, qui avait déclenché l'esclandre dimanche soir. Will Smith était soudainement monté sur scène et avait giflé Chris Rock sous l'œil médusé des célébrités et des téléspectateurs «*J'ai trahi la confiance de l'Académie. J'ai privé d'autres candidats et vainqueurs de la chance de pouvoir célébrer leur travail extraordinaire. J'ai le cœur brisé*», regrette-t-il dans son texte. Quelques dizaines de minutes après la gifle, Will Smith était revenu sur la scène des Oscars pour recevoir le prix du meilleur acteur, pour son rôle dans «*La Méthode Williams*».

L'Académie des Oscars a entamé des poursuites disciplinaires à l'encontre de l'artiste.

Le conseil d'administration de l'Académie a fait savoir qu'il se réunirait le 18 avril pour statuer sur son cas et décider d'éventuelles sanctions.

«*Je voudrais publiquement te demander pardon, Chris. Ce que j'ai fait était déplacé et j'ai eu tort*», avait écrit, lundi, Will Smith sur Instagram dans un premier message d'excuses. «*Mon comportement la nuit dernière aux Oscars était inacceptable et inexcusable. Les blagues à mes dépens font partie du boulot, mais une blague sur le problème de santé de Jada était trop pour moi et j'ai réagi de manière émotionnelle*», avait-il expliqué, rejetant explicitement «*toute violence*».

M. K.

Pakistan

Le Premier ministre échappe à la chute et obtient des élections anticipées

■ *Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a obtenu, hier, la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées dans les trois mois, après avoir échappé à une motion de censure de l'opposition pour le renverser.*

Par Mourad M.

Ce coup de théâtre survient alors qu'Imran Khan avait perdu il y a quelques jours la majorité parlementaire nécessaire pour surmonter la motion de censure déposée par l'opposition qui l'accuse de mauvaise gestion économique et de maladresses en politique étrangère.

Mais hier, à l'ouverture de la séance au cours de laquelle cette motion devait être examinée, le vice-président de l'Assemblée nationale, Qasim Suri, un fidèle de M. Khan, a créé la surprise en annonçant qu'il refusait de la soumettre au vote, le jugeant «*contraire à la Constitution*».

La nouvelle a été accueillie avec rage et stupéfaction par les députés de l'opposition, dont beaucoup ont refusé de quitter l'hémicycle.

«*On se souviendra de cette date comme celle d'un jour noir dans l'histoire constitutionnelle du Pakistan*», a déploré Shehbaz Sharif, le chef de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), le favori pour remplacer Imran Khan en cas de succès de la motion de censure.

Dans un discours à la télévision d'État prononcé quelques minutes après avoir sauvé son fauteuil, Imran Khan a dénoncé les «*ingérences étrangères*» à l'origine, selon lui, des tentatives pour le chasser du pouvoir et annoncé qu'il demandait au président du Pakistan de dissoudre l'Assemblée nationale.

Une demande à laquelle le président Arif Alvi, dont les fonctions sont honorifiques, a accédé dans la foulée, entraînant des législatives anticipées sous 90 jours.

«*Nous ferons appel au public, organiserons des élections et laisserons la nation décider*», a déclaré Imran Khan.

Le parti de l'ancienne gloire nationale de cricket, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, Mouvement du Pakistan pour la justice), avait perdu sa majorité parlementaire la semaine dernière, quand un parti allié avait fait savoir que ses sept députés allaient voter avec l'opposition. Plus d'une douzaine de députés du PTI avaient également changé de camp.

Imran Khan avait appelé samedi ses partisans à manifester pacifiquement devant le Parlement et laissé entendre qu'il avait encore une carte à jouer. «*J'ai un plan pour demain, ne vous inquiétez pas. Je leur montrerai et je les vaincrai devant l'Assemblée*», avait-il promis.

Plus tôt cette semaine, il avait accusé les États-Unis d'ingérence dans les affaires pakistanaises. Selon les médias locaux, il a reçu un rapport de l'ambassadeur pakistanais à Washington, qui a enregistré un haut fonctionnaire américain lui disant que les relations entre les deux pays seraient meilleures si le Premier ministre quittait ses fonctions. Washington a nié.

Imran Khan a de nouveau accusé hier les États-Unis de vouloir «*changer le régime*» au Pakistan en raison de son refus de s'aligner sur les positions américaines concernant la Russie et la Chine. «*Cette trahison se déroulait sous les yeux de tout le pays, les traîtres étaient assis là et planifiaient leur complot*», a-t-il lancé en référence à l'opposition.

Accusé par ses détracteurs de mauvaise gestion économique – inflation galopante, roupie faible et dette écrasante –, et de maladresses en politique étrangère, Imran Khan, 69 ans, surmonte ainsi, du moins pour le moment, sa plus grave crise politique depuis son élection en 2018.

Les deux principales formations de l'opposition, le Parti du peuple pakistanais (PPP) et la Ligue musulmane du Pakistan, ont dominé la politique nationale pendant des décennies, avec des périodes de pouvoir ponctuées de coups d'État militaires, jusqu'à ce qu'Imran Khan forge une coalition en promettant notamment aux électeurs de balayer des décennies de corruption.

Certains analystes estimaient qu'Imran Khan avait perdu le soutien crucial de l'armée, clef du pouvoir politique pakistanais. Mais il paraît improbable que son spectaculaire rétablissement d'hier ait pu se produire sans que les militaires aient été au courant, voire aient donné leur bénédiction.

«*La meilleure option dans cette situation, ce sont de nouvelles élections pour permettre au nouveau gouvernement de faire face aux problèmes économiques, politiques et extérieurs*», a estimé Talat Masood, un ancien général devenu analyste politique.

Depuis l'indépendance en 1947, le Pakistan a connu quatre putschs militaires réussis et au moins autant de tentatives de coups d'État, et le pays a passé plus de trois décennies sous le régime de l'armée.

Aucun Premier ministre pakistanais n'est jamais allé jusqu'au bout de son mandat.

M. M.

Commentaire

Promesses

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron qui planait à 31 % dans les sondages d'opinion il y a quelques semaines, voit depuis quelques jours l'écart avec Marine Le Pen s'estomper, alors qu'il est redescendu à 27 % d'intentions de vote et que la candidate du Rassemblement National est, elle, à 22 %. Pour être sûr de maintenir l'écart avec sa principale adversaire, le président candidat compte sur l'impact qu'aura eu son grand et unique meeting de campagne dans l'immense salle de La Défense Arena, près de Paris. Assurant avoir réussi à attirer 30 000 spectateurs, les organisateurs de ce grand rassemblement espèrent surtout que ce meeting sera suffisant pour convaincre les électeurs de la première heure de Macron qui sont aujourd'hui, après cinq ans de mandat, indécis et les déçus. Surtout que le quinquennat du président marcheur aura été particulièrement difficile, voire douloureux. Le président candidat a renoué avec le fameux «*en même temps*» qui avait fait son succès en 2017. Surnommé depuis le début de son quinquennat «*président des riches*» par ses opposants, le chef de l'État semblait jusqu'ici assumer, durant cette campagne de 2022, d'être devenu un candidat de droite, avec notamment deux propositions phares marquées politiquement : la retraite à 65 ans et le Revenu de solidarité active (RSA) conditionné à 15-20 heures de travail. Mais son discours à La Défense Arena, axé sur le social, l'éducation et la santé, à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, avait pour but de démontrer l'inverse. «*En 2017, nous portions un projet d'émancipation, de lutte contre l'assignation à résidence. Malgré les crises, nous n'avons jamais renoncé. Nous avons tenu nos promesses*», a-t-il lancé en introduction d'un long satisfecit de son action depuis cinq ans, visant à souligner qu'il avait aussi réalisé des mesures de gauche. La fin du clivage droite-gauche voulue par Emmanuel Macron était symbolisée dans les premiers rangs des tribunes par la présence de deux anciens chefs du gouvernement assis côte à côte : Manuel Valls, Premier ministre de François Hollande, et Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre de Jacques Chirac. Il y avait aussi un peu plus loin Jean-Pierre Chevènement, assis à proximité de Christian Estrosi, mais aussi Édouard Philippe et le gouvernement dans son ensemble. Toutefois, si les sondages sur le premier et le second tours de l'élection présidentielle donnent Emmanuel Macron largement gagnant, rien n'est joué et les Français ont encore leur carte à jouer. Plusieurs élections ou référendums à travers le monde ont en effet surpris ces dernières années en affichant des résultats très différents de ce qu'annonçaient les sondages. Reste à voir surtout si les électeurs se déplaceront en masse aux urnes dimanche prochain, car il se pourrait bien que le score de l'abstention ait une importance capitale, chaque candidat espérant que les électeurs hésitants feront malgré tout le déplacement aux bureaux de vote pour mettre une enveloppe avec leur nom dans les urnes. **F. M.**

Éthiopie

Un convoi d'aide humanitaire, le premier en trois mois, entre au Tigré

Une semaine après l'annonce d'une «*trêve humanitaire*», 13 camions d'aide alimentaire, le premier convoi routier à rejoindre le Tigré en trois mois, sont arrivés vendredi à Mekele, capitale de cette région éthiopienne théâtre d'un conflit depuis novembre 2020 et menacée de famine. «*D'autres camions et du carburant suivront samedi matin*», a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM), précisant que le convoi transportait «*plus de 500 tonnes de nourriture et denrées nutritionnelles*».

«*Ce premier convoi humanitaire à arriver dans la région du Tigré depuis fin décembre est un progrès notable mais il y a besoin de plus – un flux quotidien et sans encombres de convois est nécessaire pour répondre aux besoins de cinq millions de personnes*», souligne l'organisation onusienne.

Un convoi de 20 camions, accompagné d'un camion-citerne de carburant, est parti jeudi de Semera, capitale de la région voisine de l'Afar, avant d'être bloqué par les forces régionales afar, a expliqué à l'AFP une source humanitaire. Il a pu reprendre la route vendredi.

Depuis plusieurs jours, Addis Abeba et rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui s'affrontent depuis bientôt 17 mois, s'accusaient mutuellement de bloquer les convois d'aide, malgré une «trêve humanitaire» annoncée le 24 mars.

Jeudi, le gouvernement éthiopien avait annoncé que 21 camions du PAM avaient «*commencé à transporter de l'aide humanitaire vers la région du Tigré*», en traversant l'Afar.

Aucune aide n'a été acheminée au Tigré par la route depuis mi-décembre, en raison de combats et de l'insécurité dans l'Afar, dont une partie est occupée par le TPLF.

Seuls des produits médicaux et de nutrition sont arrivés par les airs, en bien plus faible quantité que ce qu'autorisent les convois routiers.

«*C'est un grand pas dans la bonne direction. L'important, cependant, ce n'est pas le nombre de camions autorisés* (à rejoindre le Tigré), *mais si un système est en place pour garantir un accès humanitaire sans entraves à ceux qui en ont besoin*», a réagi le porte-parole du TPLF, Getachew Reda.

«*Quelque 4,6 millions de personnes, soit 83 % des six millions d'habitants du Tigré, sont en situation d'insécurité alimentaire, tandis que deux millions souffrent d'une pénurie extrême de nourriture*», estimait le PAM en janvier.En outre, faute de carburant, de vivres et de liquidités, les opérations humanitaires au Tigré – où plus de 400 000 personnes ont été déplacées par le conflit – sont quasiment interrompues depuis mi-février, selon l'ONU. Et les services de base (télécommunications, internet, électricité, banque...) y sont à l'arrêt depuis plusieurs mois.

Il aura fallu huit jours, depuis l'annonce de la trêve, pour que le convoi, stationné depuis des semaines à Semera, se mette en mouvement.

Le PAM indiquait pourtant depuis une semaine «*se tenir prêt*» à faire partir ses camions vers le Tigré, «*dès qu'un accès sûr et sans restriction sera garanti par toutes les parties*».

OGC Nice

Belle passe décisive d'Atal face à Rennes

De retour avec son club, Youcef Atal a été titularisé face à Rennes, tandis que Hicham Boudaoui a commencé la rencontre sur le banc.

Dans ce choc de la journée en Ligue 1, Youcef Atal a réussi à se montrer décisif. Costaud derrière, Youcef Atal a délivré une magnifique passe décisive sur l'ouverture du score de son équipe, l'ancien de Paradou a réussi à dribbler son adversaire et adressé un magnifique centre de l'extérieur du pied pour son ancien coéquipier en sélection, Delort, qui a réussi à tromper le gardien adverse d'une tête et inscrire son 10e but en championnat. Cet avantage n'a pas duré longtemps, puisque les visiteurs ont réussi à égaliser par Martin Terrier qui devient le meilleur buteur du championnat de France avec Mbappé.

Score final 1-1 et une mauvaise opération pour les aiglons qui espéraient faire un bon résultat et s'emparer de la deuxième place provisoirement.

RC Relizane

Le club menacé de «disparition», prévient son entraîneur

Le RC Relizane est menacé dans son existence si la situation prévalant actuellement dans ce club perdure, vu qu'elle est à l'origine de sa relégation avant l'heure en Ligue 2 de football même s'il reste encore une dizaine de journées de la fin du championnat, a prévenu, samedi, son entraîneur intérimaire. Selon Moudjadad Merzoug, «*le RCR est en train aujourd'hui de payer les frais des interminables problèmes à tous les niveaux qu'il vit depuis l'intersaison et qui lui valent aujourd'hui de se diriger tout droit vers le deuxième palier*». Le technicien relizanais, qui est à son troisième match à la barre technique du «Rapid», n'a pu stopper l'hémorragie après avoir été appelé à la rescousse pour combler le vide depuis le départ de l'entraîneur Lyamine Bougherara, il y a de cela près de quatre mois.

Jeudi passé, le RCR a essuyé une nouvelle défaite à domicile, cette fois-ci face à un concurrent direct dans la course au maintien, le HB Chelghoum Laïd (2-1). Une contre-performance qui réduit à 1 % seulement les chances des «Vert et Blanc» d'éviter la relégation, a avoué leur entraîneur.

«*On est pratiquement tombés en Ligue 2. C'est un triste sort pour notre club, mais il est somme toute logique au vu de tout ce qu'il a vécu depuis l'intersaison. Personnellement, je n'en veux pas aux joueurs qui sont livrés à eux-mêmes.*

Ils ont essayé de tout donner, mais il est très difficile pour eux d'honorer leur engagement alors qu'ils sont privés du minimum de moyens devant exister dans une formation pensionnaire de l'élite», a ajouté Moudjadad Merzoug, un enfant du club qui dirigeait les affaires techniques des catégories jeunes du RCR. Après sa défaite face au HBCL, le «Rapid» reste scotché à la 17e et avant-dernière place au classement avec seulement 16 points, distancé de huit unités par le premier potentiel relégable, le MC Oran (14e, 24 pts). «*Ce que je crains le plus pour le RCR, c'est de connaître le même sort de plusieurs autres clubs qui évoluaient jadis parmi l'élite avant de chuter dans les divisions inférieures. Tous les ingrédients conduisent malheureusement vers ce scénario si les responsables concernés n'interviennent pas pour remettre de l'ordre dans la maison et préparer déjà la saison prochaine dans l'espoir de retrouver rapidement la Ligue 1*», a encore mis en garde le même technicien.

Frappé par une crise financière aiguë, le RCR a vu la démission de son président, Mohamed Hamri durant l'intersaison. Son successeur, Sid Ahmed Abdessadok, n'a pas tenu plus de quelques semaines dans son nouveau poste avant de rendre le tablier.

Depuis, le club est sans président et se trouve abandonné par les membres actionnaires de sa société sportive par actions. Une situation ayant incité les joueurs à faire plusieurs grèves pour réclamer la régularisation de leur situation financière, mais en vain.

Cela s'est répercuté sur leurs résultats, puisqu'ils comptent seulement trois victoires contre 7 nuls et 14 défaites.

Leur ligne d'attaque a inscrit 17 buts, alors que leur défense en a encaissé 46, soit la plus faible du championnat.

Ligue des champions d'Afrique

Le CRB termine deuxième

■ Le CR Belouizdad a terminé deuxième de son groupe, après sa défaite lors de la sixième et dernière journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique face à l'Espérance sportive de Tunis, sur le score de (2/1), dans un match disputé tard dans la soirée de samedi, au stade Radés de Tunis.

Ph. > D. R.

Les Belouizdadis ont fait un bon match malgré la défaite

Par Mahfoud M.

Ce résultat n'aura pour autant pas d'incidence sur le parcours de cette formation déjà qualifiée aux quarts de finale de cette épreuve prestigieuse. Certes, le Chabab souhaitait décrocher la première place pour pouvoir recevoir au match retour chez lui, mais cela n'aura pas une grande influence. A noter que le but du CRB a été inscrit par Merizegue, l'international A', et sa réalisation peut être considérée comme l'une des meilleures de cette compétition, puisqu'elle est venue d'un tir des quarante mètres environ. Les Belouizdadis avaient également une meilleure possession de balle (64 % contre 36 % pour l'EST), ce qui prouve qu'ils étaient meilleurs sur le plan du jeu. Le coach du CRB, le Brésilien Paqueta, s'est dit satisfait du rendement de son équipe malgré cette défaite concédée à Tunis. «*Notre équipe n'était pas mauvaise, elle était même meilleure que la formation locale, grâce à l'abatage des joueurs qui ont montré de belles choses*», a souligné Paqueta qui a ajouté : «*Quand je vois une équipe comme l'EST avec toute son histoire et sa valeur au niveau continental qui refuse de jouer, je me dis que nous sommes sur la bonne voie*», a affirmé l'entraîneur belouizdadi qui souhaite que son équipe continue sur cette lancée pour réussir un meilleur parcours dans cette compétition. Le coach a souligné qu'il a fait reposer quelques éléments pour tourner son groupe, surtout que d'autres matchs difficiles attendent son équipe même en championnat.

M. M.

Sporting Lisbonne

Amorim : «Slimani est déçu»

Rentré à Lisbonne, Islam Slimani devait reprendre la suite de son aventure avec le Sporting dans le cadre de la rencontre opposant hier soir (20h, heure d'Alger) son club à Paços de Ferreira. Une rentrée difficile éclaircie par une bonne nouvelle, sa nomination en tant que meilleur joueur du championnat au mois de mars.

Quelle que que soit l'analyse de la débâcle, Islam Slimani se hisse au rang de ceux que l'on applaudit pour son sacrifice. Buteur à l'aller, Slimani s'est montré tout autant héroïque à Blida de par sa combativité, sa hargne, son dépassement de soi et ses efforts. Un match de guerrier qui aurait pu trouver son climax lors des prolongations, lorsque ce dernier marque le but égalisateur d'une tête, finalement refusé après vérification de la VAR par Bakary Gassama. Un but injustement refusé au vu de la zone du corps touché par le ballon sur Slimani qui selon l'IFAB (NDLR : organisme mondial déterminant les règles du football) ne peut être considéré comme une main.

Méritant, Slimani n'eut finalement pas l'occasion d'égaler le record de buts marqués en qualifications de Coupe du Monde (18) toujours détenu par Didier Drogba et Samuel Eto'o désormais devenu président de la Fecafoot. De retour aux entraînements en club, l'attaquant formé à la JSM Chéraga a pu compenser en partie sa tristesse par la réception du trophée de meilleur joueur du mois de mars au Portugal, décerné par le syndicat des joueurs. Une distinction méritée pour celui qui a réussi en grande pompe son retour à Lisbonne avec trois buts inscrits en trois rencontres disputées le mois dernier.

Interrogé en conférence de presse d'avant-match, l'entraîneur du Sporting, Ruben Amorim, a ainsi évoqué le cas de son buteur touché par l'élimination de sa sélection au Mondial 2022. «*Plus que physique, la récupération de Slimani doit être mentale. Ne pas accéder à la phase finale d'un Mondial, la façon dont il a perdu... c'est difficile pour lui. Il est déçu et nous devons lui redonner joie et motivation*», a ainsi déclaré Amorim à ce sujet. Une déception que pourrait dépasser le meilleur buteur de l'Histoire de la sélection, en continuant à performer au niveau qu'on lui connaît depuis son retour à Alvalade, en janvier dernier.

DZ Foot

Saïd Benrahma

«Si un échec survient, considérez-le comme un défi pour un nouvel effort»

Après l'élimination des Verts, les messages se multiplient sur les réseaux sociaux pour tenter d'expliquer ce qui fut encore impensable mardi. Une communication nécessaire en vue de préserver le lien fort qui unit les Algériens à leur EN. Arrivé lundi au CTN de Sidi Moussa, Said Benrahma était attendu comme un renfort de choix pour aider les Verts à valider leur ticket qualificatif à la Coupe du Monde 2022. Une décision prise par le sélectionneur national pour pallier l'absence de Ramy Bensebaini, suspendu au match retour pour cumul de cartons jaunes. Malheureusement, le scénario catastrophe tant redouté par Djamel Belmadi et ses hommes est passé par là. Un dernier acte tragique auquel Benrahma ne participera finalement pas, laissé sur le banc tout au long de la rencontre. Le joueur aux 17 sélections a tenu à régir hier à l'élimination des Verts, à travers un post publié sur Instagram. Un court message pour remercier les supporters et appeler à une remobilisation générale en vue des échéances futures qui attendent l'Algérie. Un message qui trouvera son écho auprès du public encore traumatisé par la terrible désillusion vécue mardi. Quoi qu'il en soit, les mots de l'ailier âgé de 26 ans laissent encore place à un certain optimisme pour dépasser les traumatismes qui hantent les esprits de tout un pays depuis le coup de sifflet final.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Présidence de la République

Grâce en faveur de 1.076 détenus

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, un décret présidentiel portant grâce en faveur de 1.076 détenus condamnés définitivement, et ce, à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"A l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan et conformément à la Constitution, notamment l'article 91, alinéas 7 et 8, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé dimanche 2 Ramadhan 1443 de l'hégire, correspondant au 3 avril 2022, un décret présidentiel portant grâce en faveur de 1.076 détenus condamnés définitivement", lit-on dans le communiqué.

"Monsieur le Président avait ordonné des mesures de clémence en faveur de 70 accusés dans des affaires de trouble à l'ordre public", selon la même source.

R. N.

Trafic de drogue à Béjaïa

Trois dealers arrêtés

Deux dealers, âgés de 22 et 33 ans, ont été arrêtés au cours d'un contrôle effectué par les éléments de la 5e sûreté urbaine au niveau d'un dispositif de sécurité mis en place à hauteur d'Amriw. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «*ces deux individus roulaient à bord d'une voiture de marque Nissan*». Ils ont été pris panique à leur arrivée devant les policiers. Selon la même source, «*les deux individus avaient en leur possession 14 comprimés psychotropes de marque Prégabaline et une barrette de drogue de 2 grammes cachés dans un paquet de cigarette*». L'enquête a abouti à l'arrestation du fournisseur récidiviste près de la résidence universitaire d'Iryahen.Ce dernier avait en sa possession trois barrettes de drogue et une somme d'argent estimée à 29 500,00 DA. Les deux individus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa et convoqués à une comparution directe, avant d'être écroués pour «*achat et possession de cannabis et de psychotropes et récidive*», ajoute la même source. En outre, un dealer âgé de 37 ans a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Seddouk ces derniers jours au niveau d'un quartier de la localité. «*Le suspect a été dénoncé par un citoyen via le numéro vert 15-48*», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les investigations menées par les policiers se sont soldées par l'arrestation du dealer en flagrant délit de commercialisation illégale de drogue. «*Il a opposé une résistance farouche devant les policiers qui l'interpellaient avant de tenter, sans succès, de pendre la fuite*», ajoute la même source.

H. Cherfa

«Femmes d'Afrique en action»

TV5 monde consacre un numéro à Saida Neghza

■ *La chaîne de télévision TV5 Monde a consacré son magazine " Femmes d'Afrique en Action " à Saida Neghza.*

La présidente de la CGEA a indiqué, de prime abord, qu'elle travaille sur Alger et qu'elle est basée dans toutes les régions du pays. Elle a indiqué qu'elle est la présidente du groupe Soralcof, spécialisé dans le BTPH, Travaux publics et Carrière et qu'elle préside la Confédération générale des entreprise algérienne (CGEA) de 2016 à ce jour, et qu'elle a été présidente de BusinessMed de 2017 à 2020, une organisation qui regroupe 19 pays de la méditerranée. Mme Neghza préside aussi Business africa depuis 2019 à ce jour.

Business Africa, a-t-elle souligné, regroupe les organisations patronales de 54 pays africains, et a pour mission de faire la promotion du secteur privé en Afrique et œuvre à une plus grande intégration de l'économie africaine. " Ma mission consiste à animer l'activité au sein de la CGEA et Business africa. Je représente les deux structures et je travaille en faveur de la croissance économique nationale et africaine " a-t-elle indiqué.

A la question de Comment œuvrez-vous à la structuration de l'entrepreneuriat en Afrique ?

Saida Neghza rappellera que " nous venons d'organiser la première édition du forum international de la femme sous le thème de la contribution de la femme algérienne dans l'économie nationale. A ce titre de nombreux intervenants à l'échelle mondiale ont participé avec nous sous le patronage du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. Nous étions plus de 4500 femmes car nous sommes convaincues de l'importance de l'entreprenariat féminin " a-t-elle indiqué en chef d'entreprise engagée.

Concernant le choix de son domaine d'investissement, elle dira avoir apporté sa modeste contribution dans les PME qui sont " à mon sens le moteur de toute la croissance économique " explique-t-elle.

Evoquant son parcours, elle dira qu'après avoir terminé ses études, elle s'est lancée dans la torréfaction du café, suivi de l'importation de pneumatiques et enfin qu'elle s'est lancée dans le BTPH et a créé Soralcof en 2022.

Elle a intégré la CGEA en 2006 et a été élue présidente nationale en 2016.

A la question de savoir qui est Saida Neghza, elle répondra : " C'est très difficile de parler de moi, certains disent que je suis la dame de fer parce que je suis aux côtés des entreprises algériennes en difficulté ".

Quant à ses rêves, elle rétorquera que c'est " d'apporter ma contribution pour une véritable évolution économique nationale et continentale. Nous avons tous les atouts, toutes les ressources humaines et naturelles qu'il faudrait mettre en œuvre le plus rapidement possible avec une bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ". Et de se dire très triste de voir les jeunes Africains s'aventurer dans les parcs de la mort, affirmant à ce sujet que " Nous avons tous la responsabilité de leur offrir les meilleures conditions dans leur propre pays ".

Interrogée sur sa devise, elle répondra : " Ne vous demandez pas ce que peut faire l'Afrique pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour l'Afrique ".

Racim E.

Cour de Boumerdès

Procès en appel de Abdelghani Hamel, de son fils et nombre de responsables

Par Slim O.

Le procès en appel de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) Abdelghani Hamel, de son fils, de nombre de walis et d'ex-cadres de la wilaya de Tipasa, poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment pour «détournement de foncier agricole et trafic d'influence», a débuté, hier, à la Chambre pénale de la cour de justice de Boumerdès. La décision de réouverture du procès avec une nouvelle composante judiciaire intervient après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême à la demande du collectif de défense.

Le procès en appel a été inscrit au rôle une première fois le 22 septembre dernier avant d'être reporté successivement par la Chambre pénale de la cour de justice de Boumerdès, à la demande du collectif de défense. Le tribunal de première instance de Boumerdès avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa, Moussa Ghelaï, à 12 ans de prison. Il a également confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois ans de prison ferme contre Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa.

La même juridiction a condamné, dans la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane. Une peine de deux ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderrezak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama, outre une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim. L'ancien Directeur général des Domaines, Kheznadji Djamel a été acquitté.Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment «*détournement de foncier agricole, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux, des services et des délais de livraison*».

S. O.